

NILDO VIANA et GEORGES SOREL

René Berthier

Nildo Viana est un sociologue et philosophe brésilien né en 1965. Il fait partie du courant sociologique et philosophique brésilien d'orientation marxiste et autogestionnaire, dans une version libertaire du marxisme. Karl Marx et Karl Korsch sont ses principales influences. Parmi ses textes, on retrouve une analyse marxiste de la société, où l'accent est mis sur la "catégorie de totalité" et sur la lutte des classes comme outils principaux dans le processus de transformation sociale. Il a publié en 2020 sur le site "Crítica desapiedada" (Critique impitoyable) un article intitulé "Origine et signification du syndicalisme révolutionnaire" (Origem e significado do sindicalismo revolucionário)¹ dans lequel il tente de montrer que Georges Sorel est le "représentant intellectuel le plus éminent du syndicalisme révolutionnaire" et que le syndicalisme révolutionnaire est d'essence marxiste. Le texte qui suit entend apporter une contribution au débat en proposant une réflexion critique sur les thèses de Nildo Viana.

* * * * *

J'avais lu les *Réflexions sur la violence*² il y a fort longtemps et je n'y avais vu à l'époque qu'une sorte d'exercice de style. J'ai relu le livre à la lumière de ce que dit Viana sur Sorel en tant que "principal représentant intellectuel du syndicalisme révolutionnaire" et j'avoue que je ne suis pas convaincu. Les *Réflexions sur la violence* me semblent être pour le syndicalisme révolutionnaire ce que *L'Unique et sa propriété* est pour l'anarchisme: le second n'a rien d'anarchiste, le premier n'a rien de syndicaliste révolutionnaire.

Sorel a écrit son livre parce qu'il s'est intéressé à ce moment-là à la violence: il estimait que c'était la violence qui définissait le syndicalisme révolutionnaire et que la grève générale se définissait à son tour par la violence. Il voulait montrer que la violence était un fait ordinaire, banal dans l'histoire, ce qui n'est pas précisément un scoop, et que la grève générale, expression de la violence ouvrière, ne fait que s'inscrire dans l'histoire violente de l'humanité. Or on verra que pour Fernand Pelloutier, que Sorel connaissait bien, semble-t-il, la grève générale était au contraire un moyen de *limiter la violence* dans la révolution, c'est-à-dire qu'il se place dans une perspective absolument opposée à celle de Sorel³.

Chez Sorel, la grève générale n'apparaît pas comme un acte ayant une réalité concrète mais comme un mythe, une fiction dont la vraisemblance n'a pas d'importance pratique. Quand on se place sur le terrain des mythes, dit Sorel, "on est à l'abri de toute réfutation":

1 <https://criticadesapiedada.com.br/nildo-viana/>

2 Les citations tirées des *Réflexions sur la violence* sont extraites d'une version en ligne du livre, je n'en indique donc pas les références (éditeur et page).
https://cras31.info/IMG/pdf/sorel_reflexions_violence.pdf

3 Sorel fit une Préface à l'*Histoire des bourses du travail* de Fernand Pelloutier:
<https://monde-nouveau.net/rechArt.php?rub=2&art=691&memRech=sorel%C2%B5pr%C3%A9face%C2%B52008%C2%B52026&chxRub=NON>

“Nous avons vu que la grève générale doit être considérée comme un ensemble indivisé ; par suite aucun détail d’exécution n’a aucun intérêt pour l’intelligence du socialisme ; il faut même ajouter que l’on est toujours en danger de perdre quelque chose de cette intelligence quand on essaie de décomposer cet ensemble en parties”.

On ne peut pas mieux dire que la grève générale est une fiction dont il importe peu de savoir comment elle sera organisée, et encore moins de savoir comment la définir.

Cela ne retire rien au fait que le livre est extrêmement intéressant, avec des passages brillants comme c’est souvent le cas chez Sorel, notamment la distinction qu’il fait entre violence et force, distinction qui n’est cependant pas absolument originale. La force est le pouvoir des institutions et de l’État dans le système de classes, c’est le pouvoir de contrainte extérieure qui, à l’aide des moyens administratifs et économiques, domine la dignité de l’homme. La violence est un acte unique destiné à supprimer les classes de la société ; elle est le rétablissement de la liberté par la constitution d’une nouvelle épopée morale basée sur le devoir général du travail:

“...nous dirions donc que la force a pour objet d’imposer l’organisation d’un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre.”

Cependant, je ne vois pas en quoi ce livre serait un exposé de la doctrine syndicaliste révolutionnaire: en effet, celui-ci ne saurait se limiter à la question de la violence, qui semble être chez Sorel un but en soi. Personne ne conteste qu’elle peut, qu’elle devra être nécessaire, mais elle n’est qu’un moyen, un épiphénomène. Pour définir le syndicalisme révolutionnaire, il faut aller chercher ailleurs des arguments plus consistants.

Sorel s’étend beaucoup sur la grève générale, mais il ne s’y intéresse qu’en tant que manifestation de la violence prolétarienne: elle n’est chez lui qu’une abstraction, un objet théorique: “il importe peu, dit-il en effet, que la grève générale soit une réalité partielle, ou seulement un produit de l’imagination populaire”. Sorel est peut-être pour Diana le “principal représentant intellectuel du syndicalisme révolutionnaire”, mais je ne suis pas certain qu’il se ferait bien accueillir s’il se présentait devant des travailleurs en grève avec ce genre d’idées.

Le congrès de 1893

Il est surprenant que dans un livre où la grève générale est aussi souvent évoquée, les exemples concrets de grève générale qui eurent lieu à l’époque⁴, et les débats – très nombreux – qui eurent lieu au sein du mouvement ouvrier soient aussi absents. Il aurait pu parler d’un congrès national convoqué en juillet 1893 par les chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers⁵ dont la 8^e séance, du 15 juillet, fut consacrée

4 La grève générale en Belgique en 1894, les grèves de Saint-Petersbourg en 1905.

5 <https://monde-nouveau.net/rechArt.php?rub=2&art=221&memRech=d%C3%A9bat%C2%B5gr%C3%A8ve%20g%C3%A9n%C3%A9rale%C2%B52008%C2%B52026&chxRub=NON>

précisément à la grève générale. La lecture du procès-verbal montre qu'on a affaire au monde ouvrier réel, pas au monde ouvrier fantasmé par Soren.

La convocation de ce congrès n'était pas due au hasard; le mois suivant devait se tenir à Zurich un important congrès international où deux principaux thèmes devaient être discutés : Comment exclure les anarchistes ? Que faire en cas de guerre ? La question était donc très concrète: il s'agissait de décider de l'éventualité de déclencher la grève générale pour empêcher la guerre entre les deux pays, dont on savait depuis la défaite française de 1871 qu'elle aurait inévitablement lieu.

C'est que les "anarchistes" s'obstinaient à parler de grève générale pour s'opposer à un conflit fratricide. Pour les social-démocrates, étaient qualifiés d'anarchistes tous les partisans de la grève générale, même socialistes dissidents. Or les dirigeants de la social-démocratie allemande ne voulaient pas en entendre parler. Dans le mouvement ouvrier français au contraire, le débat sur la grève générale, esquissé déjà dans l'AIT, battait son plein. Précisions que la question de la grève générale dans l'AIT n'était pas abordée par les sections ou fédérations proches de la social-démocratie mais par les fédéralistes, les anti-autoritaires, les bakouniniens, appelons-les comme on voudra.

La liste des délégués à ce congrès tient sur huit pages : c'est dire que ce fut un congrès dans lequel la classe ouvrière française était largement représentée. Tous les délégués étaient favorables à la grève générale. Le débat porta en réalité sur le fait de savoir s'il fallait la préparer ou la déclencher immédiatement. Il fut décidé de faire une consultation auprès des travailleurs pour envisager sa préparation. Un seul délégué, celui de la Bourse du Travail de Saint-Étienne, avait mandat de voter contre la grève générale car, déclara-t-il, les travailleurs de sa ville n'étaient pas préparés. Mais il ajouta qu'à son retour il ferait "une propagande incessante pour préparer la grève générale" !!!

Les membres de la commission chargée de faire le rapport sur cette question furent unanimes pour reconnaître que deux cas pouvaient justifier la grève générale : "Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le second, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas *elle doit être internationale.*" Cette dernière remarque est essentielle, elle sous-entend qu'une grève générale unilatérale n'aurait aucun sens.

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques farfelus: le congrès de 1893 montre qu'elle est considérée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité moins un des syndicats et bourses du travail présents ;
2. Les syndicats représentés au congrès se rendent parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivaut au déclenchement de la révolution sociale ;
3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

Il est significatif que pendant ce temps, les dirigeants social-démocrates allemands étaient surtout préoccupés par l'exclusion des "anarchistes" de

l'Internationale afin d'évacuer tout débat sérieux sur ce qu'il faudrait faire en cas de guerre. A cette date-là, la CGT n'existe pas encore, mais la Fédération nationale des Bourses du Travail si. C'est elle qui est l'élément moteur dans la classe ouvrière.

La grève générale est d'abord envisagée comme le moyen d'empêcher le déclenchement d'une guerre avec l'Allemagne: dans l'esprit des congressistes ce doit être *une action conjointe* avec les travailleurs allemands, ce dont leurs dirigeants refusent d'entendre parler. Pourtant, lors d'un congrès extraordinaire tenu en novembre 1912, avec la participation 750 délégués, 1450 syndicats, 40 fédérations et 102 bourses du travail ou unions de syndicats⁶, la décision est prise, par acclamations et à la quasi-unanimité, d'organiser une grève générale contre la guerre, malgré l'opposition farouche d'un puissant courant réformiste et dans un contexte d'intense répression. 600 000 personnes participèrent à la grève générale, ce qui est peu, vu l'enjeu, mais au moins la CGT sauva l'honneur alors que du côté des travailleurs allemands il n'y eut pas la moindre initiative⁷. Précisons que de nombreux anarchistes soutinrent la grève générale et qu'ils payèrent un lourd tribut à la répression.

Mais il est vrai qu'en 1912 lorsque eut lieu la grève générale, Sorel était passé à autre chose: il collaborait depuis 1911 à la revue socialiste-nationale et antisémite *L'Indépendance*.

“Tout le socialisme dans le drame de la grève générale”

Aux yeux de Sorel, les syndicalistes concentrent “tout le socialisme dans le drame de la grève générale”, qui est le “mythe dans lequel le socialisme s'enferme tout entier” c'est-à-dire “une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre engagée par le socialisme contre la société moderne.”

Autrement dit, le socialisme des syndicalistes se limite à la grève générale. Dans ce cadre, les mythes ne sont que “des moyens d'agir sur le présent ; toute discussion sur la manière de les appliquer matériellement sur le cours de l'histoire est dépourvue de sens”.

Voilà une curieuse façon d'envisager les choses: lors du congrès de 1893, les délégués qui débattaient n'avaient pas le sentiment que cela fût “dépourvu de sens”. Ces délégués n'auraient pas compris qu'on leur dise qu'il importait peu que “la grève générale soit une réalité partielle, ou seulement un produit de l'imagination populaire”: elle était quelque chose de très réel car elle avait pour objet d'empêcher que les travailleurs des deux pays se fassent tuer dans une guerre qui n'était pas la leur. Il ne s'agissait pas pour eux de savoir si la grève générale contenait bien “tout ce qu'attend la doctrine socialiste du prolétariat révolutionnaire”, mais de savoir si les travailleurs allemands étaient d'accord pour faire grève de leur côté également, faute de quoi cela ne servait à rien.

6 Cf. Guillaume Davranche, *Trop jeunes pour mourir*, éditions Libertalia, p. 292.

7 Sur les nombreuses initiatives de la CGT pour négocier avec les socialistes allemands une action commune en cas de guerre, et les refus méprisants auxquels elle se heurta, voir: René Berthier, *Kropotkine et la Grande Guerre. – Les anarchistes, la CGT et la social-démocratie allemande face à la guerre*. Éditions du Monde libertaire.

Dire que “l’idée de grève générale est si bien adaptée à l’âme ouvrière qu’elle est capable de la dominer de la manière la plus absolue et de ne laisser aucune place aux désirs que peuvent satisfaire les parlementaires”, c’est la présenter comme quelque chose d’immanent à la classe ouvrière, comme si on disait : là où il y a la classe ouvrière, il y a l’idée de grève générale, ce qui est évidemment faux. L’idée de grève générale est quelque chose de réfléchi, elle est le produit d’une lente maturation qui a commencé au sein de l’AIT, et particulièrement au sein du courant anti-autoritaire de l’AIT.

Lors du III^e Congrès de l’Association internationale des travailleurs, qui se tint à Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868, *la première question* à l’ordre du jour était : “Quelle doit être l’attitude des travailleurs dans le cas d’une guerre entre les puissances européennes ?” Anticipation extraordinaire car à cette date-là la guerre entre la France et la Prusse n’avait pas encore eu lieu et on n’était pas encore dans l’esprit revanchard qui a suivi. Marx écrivit alors à Engels une lettre dans laquelle il parlait de “l’absurdité belge selon laquelle il était nécessaire de faire la grève contre la guerre”⁸. Ce sera *très précisément* la position que prendra la social-démocratie face aux multiples tentatives de la CGT de parvenir à un accord sur un déclenchement simultané de la grève générale dans les deux pays en cas de guerre⁹.

Sorel a donc raison d’écrire qu’il y a eu “pendant très longtemps, une hostilité fort déclarée dans les milieux marxistes contre la grève générale”. C’est peu dire. Mais il est absolument faux de dire que “cette tradition a beaucoup nui aux progrès de la doctrine de Marx”, car c’était *très précisément* la doctrine de Marx : trois mois plus tôt, Marx avait écrit à Ludwig Kugelmann que “chaque enfant sait que toute nation qui s’arrêterait de travailler, non pas pendant un an, mais disons seulement pendant quelques semaines, périrait¹⁰.” Ce qui n’empêche pas Sorel d’écrire :

“Ainsi les principes fondamentaux du marxisme ne seraient parfaitement intelligibles que si l’on s’aide du tableau de la grève générale, et, d’autre part, on peut penser que ce tableau ne prend toute sa signification que pour ceux qui sont nourris de la doctrine de Marx.”

Sorel est dans l’erreur la plus totale. L’opposition du marxisme à la grève générale est tout simplement motivée par le fait qu’elle entre en contradiction avec la stratégie marxienne d’accession au pouvoir par les élections : on ne peut pas avoir les deux : c’est soit la grève générale, soit les élections.

Parlant de Marx, Sorel affirme vouloir “compléter sa doctrine, au lieu de commenter ses textes comme le firent si longtemps de malencontreux disciples”. Mais présenter Sorel comme celui qui veut restituer au marxisme son vrai sens, opérer un retour à l’esprit de Marx¹¹ est illusoire car le

8 “...the Belgian nonsense that it was necessary TO STRIKE AGAINST WAR”. Lettre de Marx à Engels, 16 septembre 1868, MECW, Lawrence & Wishart, vol. 43, p. 101.

9 Cf. René Berthier, *Kropotkine et la Grande guerre*, Éditions du Monde libertaire.

10 “Every child knows that any nation that stopped working, not for a year, but let us say, just for a few weeks, would perish.” Marx, Lettre à Ludwig Kugelmann, 11 juillet 1868, MECW, vol. 43, p. 68.

11 “La nouvelle école a commencé son émancipation le jour où elle a clairement discerné que les formules du socialisme s’éloignaient souvent beaucoup de l’esprit de Marx et qu’elle a préconisé un retour à cet esprit.”

marxisme tel que le voit Sorel n'existe pas. Le Marx réel est celui qui envisageait la prise du pouvoir par le prolétariat à travers l'action parlementaire, par ce qu'il désigne dans le *Manifeste* par la "conquête de la démocratie", c'est-à-dire le suffrage universel: dans la deuxième partie du *Manifeste* intitulée "Prolétaires et communistes", Marx écrit : "Nous avons déjà vu plus haut que le premier pas dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie." C'est parfaitement clair: Le prolétariat accède au pouvoir par la démocratie, c'est-à-dire les élections. Toute la stratégie de Marx et Engels repose sur l'idée que le prolétariat constitue une majorité de la population, et qu'à ce titre il sera en mesure de prendre le pouvoir, ce qu'atteste Marx encore une fois dans le chapitre "Bourgeois et prolétaires": "Tous les mouvements on été jusqu'ici accomplis par des minorités ou dans l'intérêt de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité". Une fois au pouvoir, le prolétariat procédera ensuite à des "empiétements despotiques" sur le droit de propriété. Dans cette stratégie, la grève générale n'a absolument aucune place: elle constitue au contraire un obstacle. A ce titre, les guesdistes étaient parfaitement orthodoxes en s'opposant à la grève générale car elle empêcherait le parti d'accéder au pouvoir par les élections.

Bakounine était bien plus réaliste que Marx et ses disciples: il savait parfaitement que la classe ouvrière ne constituait pas une majorité de la population, et que pour accéder au pouvoir, le parti communiste devrait faire des "alliances contre-nature", selon ses propres termes, et édulcorer son programme¹². De même, il savait très bien que la bourgeoisie ne se laisserait pas déposséder "démocratiquement" de ses privilèges sans réagir¹³. On voit donc qu'il n'y a *aucun fondement* à présenter le syndicalisme révolutionnaire comme un mouvement d'essence marxiste: dire "qu'il y a une identité fondamentale entre les thèses capitales du marxisme et les aspects d'ensemble que fournit le tableau de la grève générale" relève du pur fantasme. Contrairement à ce qu'écrit Sorel, "les objections adressées à la grève générale" ne provenaient pas de "l'incapacité des représentants officiels du marxisme" mais au contraire "des principes mêmes de la doctrine". Les "représentants officiels du marxisme", opposés à la grève générale, étaient parfaitement dans la ligne.

Sorel avait souvent recours à l'argument d'autorité pour appuyer son propre point de vue, notamment le germaniste Charles Andler, qu'il appelait

12 "L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité." (Bakounine, Œuvres, III, 166)

13 Bakounine affirme que les démocrates les plus ardents restent des bourgeois, et qu'il suffit d'une "affirmation sérieuse, pas seulement en paroles, de revendications ou d'instincts socialistes de la part du peuple pour qu'ils se jettent aussitôt dans le camp de la réaction la plus noire et la plus insensée", suffrage universel ou pas. C'est le phénomène que Bakounine désigne sous le nom de césarisme, et que Marx appelle bonapartisme, qui instaure le "despotisme étatique, militaire et politique" sous les formes "les plus innocentes de la représentation populaire" (Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Champ libre, t. IV, p.294).

“mon conseiller ordinaire” en matière de marxisme¹⁴, ou Henri Bergson dans les *Réflexions*. Ce procédé lui évite d’expliciter ses opinions. Lorsqu’il parle de “la remarquable concordance qui se trouve exister entre ses vues et la doctrine que le syndicalisme révolutionnaire construit aujourd’hui lentement”, il invoque “le génie de Marx” mais se garde bien de citer des sources précises, et pour cause: il n’y en a pas. Son marxisme est un marxisme fantasmé.

“Marxiste, syndicaliste et révolutionnaire...”

Mais poursuivons. Sorel dit que “la nouvelle école qui se dit marxiste, syndicaliste et révolutionnaire, s’est déclarée favorable à l’idée de grève générale, dès qu’elle a pu prendre une claire conscience du sens vrai de sa doctrine, des conséquences de son activité ou de son originalité propre”. Cette affirmation relève d’une vision parfaitement idéaliste. Elle laisse entendre que la “nouvelle école”, c’est-à-dire le syndicalisme révolutionnaire, a intégré l’idée de grève générale quand elle a compris sa propre doctrine, ce qui n’a pas de sens. L’intégration de la notion de grève générale par le mouvement ouvrier ne s’est pas faite au terme d’une prétendue réflexion sur la pensée de Marx, elle s’est faite naturellement comme produit de la lutte des classes. Et surtout le mouvement ouvrier parlait de grève générale bien avant l’apparition de la “nouvelle école”.

En vérité le recours à la grève générale date des premières années de la Première internationale¹⁵ et en particulier du congrès de Bruxelles en 1868, comme on a pu le voir, et elle émane principalement des groupements qui adhéraient au courant fédéraliste, bakouninien de l’Internationale.

Les anarchistes, dit Sorel, “entrèrent dans les syndicats qui, grâce aux grèves violentes, réalisaient, tant bien que mal, cette guerre sociale dont ils avaient si souvent entendu parler¹⁶.” En somme, constatant que dans les syndicats on parlait de grève générale, *c’est-à-dire* de violence, les anarchistes décidèrent d’y entrer. Gaston Leval n’a pas tort de reprocher à Sorel de limiter l’action des anarchistes à la violence.

En fait ce n’est pas l’attrait de la violence qui fut la première motivation de l’entrée des anarchistes dans les syndicats mais la présence des socialistes : il s’agissait de contrer leurs tendances “autoritaires”. Cette motivation apparaît très clairement dans la presse anarchiste de l’époque, mais également au Brésil.

Dans les années 1890, le mouvement anarchiste n’avait pas de stratégie cohérent vis-à-vis du syndicalisme car beaucoup d’anarchistes étaient déjà dans le mouvement syndical depuis longtemps, mais d’autres émettaient beaucoup de réserves. Ainsi *La Révolte* rapporte la convocation d’une réunion à Lille, dans le Nord de la France, afin de “discuter la conduite à tenir vis-à-vis des syndicats ouvriers, chercher le moyen le plus simple et le

14 Lettre de Sorel à Xavier Léon du 18 septembre 1899, cité par Willy Gianinazzi, “Georges Sorel, un homme de controverses ?” in: *Mil neuf cent. Revue d’histoire intellectuelle* 2007/1 (n° 25)

15 En vérité, on peut retrouver la généalogie de la grève générale bien avant l’AIT.

16 Il écrit également: “On accuse les partisans de la grève générale d’avoir des tendances anarchistes; on observe, en effet, que les anarchistes sont entrés en grand nombre dans les syndicats depuis quelques années et qu’ils ont beaucoup travaillé à développer des tendances favorables à la grève générale.”

plus logique pour démontrer leur danger et la nouvelle source d'autoritarisme qui en découle..."¹⁷. Peu après, dans la même région, une réunion anarchiste conclut que les syndicats "ne peuvent servir à l'émancipation économique de l'ouvrier" mais que les groupes corporatifs sont "très utiles pour l'émancipation intellectuelle" et que les anarchistes doivent "entrer dans les syndicats" afin "de leur montrer que la révolution est le terme fatal de l'évolution". On est dans les années 1890, et on reste dans l'idée que toute amélioration des conditions d'existence des travailleurs sera rattrapée par le système capitaliste, mais que les syndicats peuvent servir de lieux de propagande anarchiste, pas de lieu où les anarchistes luttent côte à côte avec les travailleurs. C'est une terrible régression par rapport à Bakounine qui considérait que l'activité revendicative et les grèves étaient un moyen pour unir la classe ouvrière et créer la solidarité de classe.

Pour les anarchistes de 1890, il ne s'agit que d'utiliser les syndicats comme lieux de débat, comme foyers d'éducation grâce auxquels les travailleurs comprendraient que leur émancipation sociale ne pourrait résulter que de la révolution. En outre il faut combattre l'influence "autoritaire" des socialistes : un rapport de police révèle l'existence d'un document qui a circulé dans les groupes anarchistes, et qui appelle à "*tout faire pour détacher les masses ouvrières des soi-disant socialistes qui se servent aujourd'hui du peuple pour se faire une situation*"¹⁸...

En France, les anarchistes ont su tirer parti de l'extraordinaire division des socialistes, éparpillés en une demi-douzaine de partis. Le courant socialiste ne s'unifia qu'en 1905, avec pour conséquence un progressif affaiblissement du courant syndicaliste révolutionnaire. La "nouvelle école" de Sorel ne résista pas longtemps à la création d'un parti socialiste unifié qui proposa au prolétariat un autre pôle d'identification – un autre "mythe", pourrait-on dire. La "nouvelle école" ne résista pas non plus à un autre phénomène, extrêmement trivial: par le jeu des élections, les mandats tenus par les révolutionnaires furent progressivement remplacés par des réformistes. Enfin, un dernier fait qui brisa le "mythe" sorélien: à la suite de graves défaites dans des grèves, suivies par une intense répression, la direction de la CGT modifia son approche et décida, à partir de 1908-1910, de mettre l'accent sur une politique de négociation plutôt que sur la pratique de la confrontation permanente.

En 1908 éclate une grève sanglante à Draveil; le 2 juin les gendarmes abattent deux ouvriers, la CGT proclame une grève générale de vingt-quatre heures, lors d'une manifestation: il y a encore sept morts. La CGT est décapitée après l'arrestation de 21 membres de la direction, et les réformistes prennent le dessus peu après, en s'appuyant notamment sur l'adhésion de la Fédération des mineurs. La Bourse du travail de Paris est fermée, une répression impitoyable s'abat sur les militants révolutionnaires. A cela s'ajoute l'infiltration policière et des provocations organisées par le ministère de l'Intérieur. Bien que les révolutionnaires finissent par reprendre leurs fonctions à la direction de l'organisation, cette grève marqua un tournant dans l'histoire de la CGT, qui abandonna peu après l'orientation syndicaliste révolutionnaire.

17 Voir: Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Gallimard, p. 266.

18 Jean Maitron, *op. cit* p. 268.

C'est que les travailleurs avaient fini par préférer (ou espérer) obtenir des améliorations de leurs conditions de vie par la négociation plutôt que de se faire tirer dessus par la troupe. C'est la même année que Sorel cessa de s'intéresser au syndicalisme révolutionnaire. Son attrait n'avait duré que quatre ans.

“Les anarchistes devenus syndicalistes”

Sans doute Sorel a-t-il raison de dire que “les historiens verront un jour, dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps ; et alors le nom de mon pauvre ami Fernand Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être.” Mais sa fréquentation de Fernand Pelloutier ne semble pas l'avoir informé sur la situation du mouvement ouvrier de l'époque. En effet, s'il a raison de dire que “les écrivains anarchistes qui demeurèrent fidèles à leur ancienne littérature révolutionnaire, ne semblent pas avoir vu de très bon œil le passage de leurs amis dans les syndicats”, il semble ignorer qu'en réalité l'opposition initiale *d'une partie du mouvement anarchiste* à l'action dans les syndicats s'est progressivement transformée en une adhésion presque générale, au point qu'un rapport de police, datant de 1908, affirmait que la vente des journaux anarchistes était en chute parce que la plupart des anarchistes étaient entrés dans le mouvement syndical¹⁹ !

Dire que l'attitude de ces “anarchistes devenus syndicalistes” fut originale parce qu'ils “n'appliquèrent pas des théories qui avaient été fabriquées dans des cénacles philosophiques” est là encore faux: les anarchistes “devenus” syndicalistes ne firent que revenir aux principes développés par la Fédération jurassienne et par Bakounine. Ce sont ces principes mêmes qui font dire à Gaston Leval que Bakounine a “fondé” le syndicalisme révolutionnaire. Le fait que Viana conteste – légitimement – cette affirmation ne devrait pas occulter le constat qu'il existe réellement d'étonnantes similitudes entre ce que décrit Bakounine et les pratiques du mouvement syndicaliste révolutionnaire trente ans plus tard. La révélation de ces similitudes fut provoquée par James Guillaume, qui vivait alors à Paris et fréquentait les syndicalistes révolutionnaires: Guillaume en effet commença à publier à partir de 1903 des textes de Bakounine et de la Fédération jurassienne et les anarchistes purent constater à quel point ce qu'avait écrit Bakounine correspondait à ce qu'ils voyaient se dérouler sous leurs yeux²⁰. Il semble bien que Sorel n'ait pas eu connaissance de ces documents.

Dire que les anarchistes apprirent aux ouvriers “qu'il ne fallait pas rougir des actes violents” laisse entendre deux choses: que l'activité des anarchistes se limitait à la violence, et que les ouvriers la pratiquaient volontiers. Là encore, Leval a raison de reprocher à Sorel de réduire l'anarchisme à la violence. Mais surtout il est parfaitement faux de dire que la violence est intrinsèque aux ouvriers: ceux-ci ne la pratiquent que contraints et forcés. La violence sur le lieu de travail, et d'une façon plus générale la grève générale, sont des recours ultimes. Lorsque la moindre revendication ouvrière, la moindre manifestation de protestation se trouvent

19 Archives nationales, Site de Pierrefitte-sur-Seine, Fonds de Moscou, versement 19940494 art. 54.

20 Voir Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, éditions Noir & Rouge.

confrontées à la police ou à l'armée qui tirent sur les ouvriers, il n'y a pas de place pour le réformisme. L'ouvrier qui revendique est *nécessairement* révolutionnaire: il n'a pas le choix. Aussi parler de "*tempérament révolutionnaire*" des ouvriers est une absurdité. C'est l'attitude de l'État et des patrons qui rendent les ouvriers révolutionnaires.

Tous les mouvement révolutionnaires, y compris le syndicalisme révolutionnaire, se sont effondrés lorsque deux conditions ont fini par s'imposer: a) la mise en place de pratiques de médiation entre les organisations ouvrières d'une part, le patronat et l'État d'autre part; b) l'instauration du suffrage universel.

Malgré son diagnostic de "décadence" morale de la bourgeoisie, Sorel est frappé par la solidité des structures de la société. Dès lors il se désintéresse du syndicalisme révolutionnaire et rompt au début de 1909 avec *Le Mouvement socialiste*, accusé de faire le jeu de Jaurès qui, depuis Amiens, se rapproche de la CGT, confirmant implicitement que le congrès d'Amiens avait bien été le début du déclin du syndicalisme révolutionnaire. Dès 1907 Sorel avait écrit à Delesalle que les amis de Jaurès faisaient "un immense effort pour briser l'œuvre que vos camarades et vous aviez édifiée, il faut vous défendre avec toutes les armes que vous avez..." Et Sorel poursuit: "C'est pourquoi je ne saurais vous engager à apporter à Lagardelle une collaboration suivie..." (Sorel, lettre à Paul Delesalle, 19 juillet 1907.) Donc Sorel, que Viana qualifie de "représentant intellectuel le plus éminent du syndicalisme révolutionnaire" abandonne Lagardelle, que Viana désigne comme "le principal synthétiseur de la conception syndicaliste révolutionnaire de l'action syndicale". Dès lors, quel sera le statut de Lagardelle aux yeux de Nildo Viana?

Sorel va s'intéresser à Maurras, théoricien du nationalisme intégral, antisémite, figure de proue de l'Action française, principal mouvement d'extrême droite sous la Troisième République. Ce revirement de Sorel suscita des réactions extrêmes, encouragées par ses ambiguïtés. Jacques Julliard désigne Sorel comme une "personnalité intellectuellement cohérente, mais politiquement contradictoire"²¹, ce que confirme le dictionnaire Maitron lorsqu'on lit que "malgré son rapprochement avec Maurras, Sorel était pourtant loin des thèses monarchistes. Il semblait patronner l'union du néoroyalisme avec le syndicalisme, mais en même temps ne cachait pas ses sympathies pour le marxisme en soulignant toujours la signification de la lutte de classes dans l'histoire."²² Il est difficile de trouver une rationalité dans un tel éclectisme.

Zeev Sternhell est l'un de ceux qui allèrent le plus loin, avec sans doute le plus de mauvaise foi, désignant Sorel comme le "père intellectuel du fascisme"²³. On peut mesurer l'ampleur des ambiguïtés d'une doctrine dont l'auteur est qualifié de père du syndicalisme révolutionnaire par les uns et père du fascisme par les autres. Jacques Julliard souligne l'erreur que fait Sternhell, qui désigne "tout au long de son livre, Sorel et Berth comme des 'syndicalistes révolutionnaires'":

21 "Polémiques autour de Sorel et du syndicalisme révolutionnaire. Sur un fascisme imaginaire" https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1984_num_39_4_283100

22 <https://maitron.fr/spip.php?article76073>, notice SOREL Georges par Joanna Gornicka, version mise en ligne le 27 janvier 2010, dernière modification le 24 février 2019.

23 Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Gallimard.

“Au commencement donc étaient Sorel et le syndicalisme révolutionnaire. Cette identification totale permanente, sans la moindre justification, entre un puissant mouvement syndical représenté par la CGT, et le penseur solitaire de Boulogne, Georges Sorel et ses disciples (essentiellement Édouard Berth et, jusqu’en 1908, Hubert Lagardelle) ne laisse pas d’étonner²⁴.”

Plutôt que d’interroger Sorel pour connaître les idées des dirigeants syndicalistes de l’époque, Julliard suggère de se tourner plutôt vers Griffuelhes, Merrheim, Monatte ou Pouget. *On pourrait faire la même remarque à Nildo Viana.*

Paul Delesalle semble avoir été le seul syndicaliste révolutionnaire, avec Fernand Pelloutier, à avoir eu des relations suivies avec Sorel. Les deux hommes se lièrent d’amitié en 1903 et restèrent amis jusqu’à la mort de Sorel en 1922. Cependant il ne faut pas exagérer l’influence hypothétique que Sorel aurait pu avoir sur Delesalle. Ce dernier écrivit de nombreux articles pour *Les Temps nouveaux*, mais aussi pour *La Voix du Peuple*, l’hebdomadaire de la CGT. Il publia également quelques articles pour *Le Mouvement socialiste* de Hubert Lagardelle, à la demande de Sorel. Surtout, il participa activement à deux revues qui jouèrent un rôle déterminant dans la constitution de l’idéologie syndicaliste révolutionnaire : *L’Action directe* (juillet 1903-février 1905) et *L’Avant-Garde* (avril 1905-mars 1906).

A la mort de Georges Sorel, Delesalle écrivit dans *L’Humanité* du 26 août 1922 un article nécrologique qui se terminait par ces mots : “*Prolétaires, exploités de partout, croyez m’en, c’est l’un de vos plus lucides et de vos plus grands défenseurs qui vient de disparaître.*” Avant de mourir à son tour, Paul Delesalle eut la joie de voir éditer en recueil les lettres que, de 1914 à 1921, Georges Sorel lui avait adressées.

Si on en croit Griffuelhes lui même, il ne semble pas qu’il ait eu avec Sorel des relations suivies. Le secrétaire général de la CGT était très réticent envers les “socialistes syndicalistes” qu’il fréquentait – expression utilisée par Bruce Vandervort, le biographe de Griffuelhes pour désigner les intellectuels proches du *Mouvement socialiste*. Cette fréquentation fut vivement critiquée par ses camarades de la CGT, ce qui ne suggère pas de leur part une affinité enthousiaste envers Lagardelle, le “principal synthétiseur de la conception syndicaliste révolutionnaire et de l’action syndicale” et ses amis :

“En s’alliant à cette faction, cependant, Griffuelhes s’est ouvert à de sérieuses attaques. A un niveau inférieur du conflit, il s’exposa à être accusé de fricoter avec une coterie d’intellectuels parisiens, bourgeois et non manuels, violant ainsi un principe majeur du code de conduite de la classe ouvrière à l’âge héroïque du syndicalisme français – auquel il avait autrefois si farouchement souscrit²⁵.”

24 J. Julliard, *loc. cit.*

25 Bruce Vandervort, *Victor Griffuelhes and French Syndicalism 1895-1922*, Louisiana State University Press, 1996, p. 177.

Griffuelhes était sur la défensive envers les “intellectuels bourgeois et les professionnels du socialisme français”, écrit Bruce Vandervort, son biographe (p. 23). Sur la question de la genèse du syndicalisme révolutionnaire, il affirmait son origine ouvrière “contre les affirmations selon lesquelles il était le fruit du travail de tel ou tel théoricien bourgeois – Sorel ou Hubert Lagardelle, Édouard Berth ou même Henri Bergson – et s’efforçait constamment de minimiser les influences intellectuelles sur son propre développement et celui du mouvement qu’il dirigeait. Au contraire, il soulignait l’importance de la lutte quotidienne et de l’expérience *accumulée* par la classe ouvrière dans l’évolution du syndicalisme révolutionnaire.”²⁶

Déçu par le mouvement ouvrier

Les trois années qui ont suivi la publication des *Réflexions sur la violence* furent particulièrement animées et marquées par des grèves réprimées dans le sang. La répression de la grève de Draveil, puis la démission de Griffuelhes à la suite de manœuvres organisées par une coalition de réformistes avec l’appui du gouvernement Briand, furent pour Sorel comme l’enterrement des derniers espoirs d’un authentique mouvement ouvrier. L’échec des deux grèves suivantes, celle des postiers en 1909, des cheminots en 1910, confirma son opinion. L’épopée gréviste était finie. Il fallait passer à autre chose.

Déçu par le mouvement ouvrier, Sorel fut attiré par l’apparente similitude des positions du monarchiste Charles Maurras à l’égard de la démocratie: le syndicalisme révolutionnaire s’opposait à la démocratie, le monarchisme faisait de même. Il semble avoir échappé à Sorel le fait que l’opposition des syndicalistes révolutionnaires à la démocratie et celle de l’extrême droite étaient de nature radicalement différente et exprimaient des projets à l’opposé l’un de l’autre. Les grandes figures du syndicalisme révolutionnaire, pour la plupart libertaires ou issus du mouvement libertaire, n’ont jamais aspiré à un régime autoritaire.

Quel était le degré réel d’adhésion de Sorel à la monarchie et à l’Action française? Il reste qu’il fut associé aux idées de la droite jusqu’en 1914. C’est sans doute le manque de clarté dans l’exposition de notions aussi essentielles que le mythe, l’utopie, la force, la violence, qui explique que des idéologies aussi opposées que le bolchevisme et le fascisme aient pu réclamer une parenté avec les conceptions de Sorel. On peut exprimer les choses autrement: des idéologies telles que le fascisme et le bolchevisme n’auraient sans doute pas pu réclamer une parenté avec les idées de Sorel si celles-ci avaient été clairement énoncées.

Chez Sorel la grève générale est une notion métaphysique, une intuition bergsonienne, une révélation qui échappe à l’analyse logique. Mais si l’intuition peut être féconde dans le registre du sentiment personnel, lorsqu’on est sur le terrain politique et de l’action collective, elle peut se révéler catastrophique. Passée au crible de la pensée sorélienne, la grève générale est vidée de tout contenu, elle est reléguée au statut d’incantation magique.

²⁶ *Ibid.*, p. 23.

Qualifié de “militant de cabinet”, “non syndiqué, pas syndicable”, de “rentier animé d’esprit guerrier” par l’anarchiste Fernand Elosu²⁷, “Sorel ne s’incarna ni en un royaliste, ni en un républicain, ni en un démocrate-collectiviste”: il lui manquait un idéal “pour la direction de sa vie intellectuelle, et cela explique les stupéfiantes palinodies éparses dans ses *Réflexions*”.

L’enthousiasme de Sorel pour les bolcheviks fut tel qu’il ajouta en 1919 un “Plaidoyer pour Lénine” à ses *Réflexions*... Ce que Sorel connaissait réellement de Lénine et de la Révolution russe était en fait mince; il voyait Lénine comme l’antithèse d’un jacobin russe, et il pensait que la Révolution elle-même était une application à la Russie des principes syndicalistes révolutionnaires. Sur ce dernier point il ne divergeait en rien des militants ouvriers de l’époque, qui furent un temps convaincus que les soviets étaient la forme russe des bourses du travail. Ce sentiment fut cependant rapidement dissipé lorsque les rapports de voyages en Russie commencèrent à circuler en France, ce qui semble avoir échappé à Sorel.

Dans le *Plaidoyer pour Lénine*, Sorel considère la révolution russe comme la réalisation de ses idéaux de liberté. Il espérait que la Russie des soviets de Lénine fournirait un nouveau mythe capable d’inciter le prolétariat européen à se soulever contre les démocraties bourgeoises arrogantes, triomphantes sans vergogne.

Ce qui fait dire à Elosu:

“Après avoir, au début de son livre, anéanti d’une manière définitive la nocive institution de l’État, le contempteur de la dictature, sans excepter celle du prolétariat, tresse, à la fin, d’immortelles couronnes à Lénine ‘le plus grand théoricien que le *socialisme* ait eu depuis Marx et un chef *d’État* dont le génie rappelle celui de Pierre le Grand’...”²⁸

Elosu ajoute que ce “stratège de la grève générale prolétarienne” oublie que les ouvriers auront à faire face “aux mitrailleuses, aux autos blindées et aux lance-flammes des troupes du gouvernement”. Cette remarque concorde parfaitement avec le point de vue de Fernand Pelloutier, qui faisait remarquer précisément que le pouvoir disposait de moyens de répression importants, et que la grève générale permettait d’éviter les confrontations trop sanglantes. L’idée a peut-être effleuré Sorel lorsqu’il dit: “Nous avons le droit d’espérer qu’une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui souillèrent les révolutions bourgeoises.”

En effet, Fernand Pelloutier fit remarquer qu’une innovation technique obligea à reconsidérer la pertinence de l’érection de barricades insurrectionnelles et rendit, crut-on alors, le recours à la grève générale plus pertinent et moins sanglant: l’introduction du fusil Lebel dans l’armée

27 *La Revue anarchiste* n° 11, “Georges Sorel et la violence”, <https://www.la-presse-anarchiste.net/spip.php?article3784#nb12>

Le docteur Fernand de Elosu, militant anarchiste, néo-malthusien, pacifiste et non-violent sera condamné en 1940 comme “communiste” et mourra en prison en 1941 d’une pneumonie.

28 Elosu, *loc. cit.*

française²⁹. Ce fusil, qui permettait de tirer huit balles sans recharger, remplaçait le modèle en usage, à un seul coup. Cela confirmait les analyses de Bakounine à la fin de sa vie : l'État a désormais acquis une puissance de répression dépassant largement les moyens dont disposait la classe ouvrière pour l'affronter. Pour les anarchistes syndicalistes, la grève générale, qui situait l'action du prolétariat dans les entreprises et non dans la rue, était le moyen de limiter les affrontements sanglants, sans les supprimer totalement. On est à l'opposé de la vision sorélienne: *la grève générale est envisagée comme moyen de limiter la violence!*

Certes, il est difficile d'imaginer une grève générale expropriatrice, telle que la décrit déjà Pelloutier en 1895 dans "Qu'est-ce que la grève générale?", comme pacifique. Simplement, il ne s'agit pas tant de s'attaquer frontalement au pouvoir d'État que de s'emparer des points névralgiques de la société. Les affrontements violents seront certes inévitables, mais la grève générale pourra les rendre moins sanglants en réduisant les heurts directs avec les forces de répression.

"Quelle est la raison pour laquelle nous avons adopté la grève générale? C'est, comme je l'ai déjà dit tout à l'heure, la nécessité d'éviter toute bataille rangée avec la troupe..."³⁰

On constate donc un fait extrêmement paradoxal: Fernand Pelloutier, dont Sorel proclame qu'il est son ami ("mon pauvre ami Pelloutier") envisage la grève générale comme un moyen de réduire les effets de la violence étatique à l'encontre des grévistes, tandis que pour Sorel elle est une exaltation de la violence exercée par le prolétariat. *Ce sont deux visions radicalement opposées.*

"Les syndicats révolutionnaires raisonnent sur l'action socialiste exactement de la même manière que les écrivains militaires raisonnent sur la guerre: ils enferment tout le socialisme dans la grève générale, ils regardent toute combinaison comme devant aboutir à ce fait; ils voient dans chaque grève une imitation réduite, un essai, une préparation du grand bouleversement final." (Sorel, *Réflexions...*)

Une fois la grève générale passée, une fois que "grand bouleversement final" aura eu lieu – un épisode sur lequel le lecteur n'a pas de détail – que se passera-t-il? Manifestement, les lendemains de grande commotion historique ne semblent pas intéresser Sorel, qui s'interroge: que restera-t-il de la Révolution française? "Quand on a supprimé l'épopée des guerres contre la coalition et celle des journées populaires? Ce qui reste est peu ragoûtant", dit-il. Que restera-t-il de l'Empire? "Rien que l'épopée de la

29 Sorel semble avoir eu l'intuition de ce fait lorsqu'il écrit dans *Réflexions*: "Nous avons le droit d'espérer qu'une révolution socialiste poursuivie par de purs syndicalistes ne serait point souillée par les abominations qui souillèrent les révolutions bourgeoises."

30 Henri Girard, Fernand Pelloutier, "Qu'est-ce que la grève générale?", <https://monde-nouveau.net/rechArt.php?rub=2&art=530&memRech=pelloutier%C2%B5gr%C3%A8ve%20g%C3%A9n%C3%A9rale%C2%B52008%C2%B52026&chxRub=2>

Grande-Armée”. Et “ce qui demeurera du mouvement socialiste actuel, ce sera l’épopée des grèves”. Rien sur la construction de la société nouvelle.

Sorel se représente la grève générale comme une grande bataille rangée entre ouvriers et bourgeois mais ce qui se passe après les combats de l’intéresse pas. Il ne se préoccupe pas de savoir si les vainqueurs seront capables d’organiser la société nouvelle.

Fernand Elosu, qui n’est décidément pas tendre, écrit que “l’erreur initiale de la pensée sorélienne réside dans une conception puérile, fausse, banale, bourgeoise, de la révolution prolétarienne”. Il ajoute que Sorel était “perdu dans une érudition historique vaste et chaotique, imprégné de ce pessimisme social, forme fruste et insidieuse du conservatisme traditionnel, isolé dans sa bibliothèque, éloigné de la vie matérielle et sentimentale des hommes.”

Si Georges Sorel avait été syndicaliste révolutionnaire, il aurait eu une *conscience de classe* qui lui aurait évité de butiner d’une doctrine à l’autre selon les fluctuations de la mode³¹.

“Je ne sais rien sur Amiens”

Il n’y a, dans les *Réflexions sur la violence*, aucune définition du syndicalisme révolutionnaire. En dehors de la grève générale, on ne sait pas de quoi ce mouvement est constitué, comme si la violence se suffisait à elle-même. Pourtant, ce livre passe pour être l’exposé achevé de la doctrine syndicaliste révolutionnaire, mais publié en volume en 1908, il ne fait aucune allusion à la charte d’Amiens qui, selon Viana, “exprime l’hégémonie du syndicalisme révolutionnaire à l’intérieur de la CGT”.

Au début du mois d’octobre 1906, Sorel affirmait être très isolé du mouvement et ne rien savoir sur le congrès d’Amiens, qui devait se dérouler peu après, du 8 au 16 octobre, ce qui est surprenant de la part d’un homme qui est le “représentant intellectuel le plus éminent du syndicalisme révolutionnaire”, dont on pouvait penser qu’il avait suffisamment de relations dans la CGT pour obtenir des informations sur le congrès:

“Je ne sais rien sur Amiens ; j’ai vécu tout seul depuis quelques mois. Delesalle pourrait probablement vous renseigner ; je pense que tout s’y passera en parlottes³²...”

Lorsque les *Réflexions sur la violence* furent publiées en 1908, il n’y est fait aucune référence à la fameuse “charte”. Il est vrai que ce qu’on connaît aujourd’hui sous le nom de “charte d’Amiens” n’est qu’une résolution de congrès qui passa presque inaperçue sur le moment et qui ne fut désignée sous le nom de charte d’Amiens qu’en 1912: on ne peut donc pas reprocher à Sorel de ne pas la citer. Cependant, on aurait pu espérer que ce “représentant intellectuel le plus éminent du syndicalisme révolutionnaire” ait connaissance du document qui, selon Viana, “exprime l’hégémonie du

31 Par exemple, ce n’est pas l’internationalisme prolétarien qui a empêché Sorel de se rallier à l’Union sacrée en 1914 mais le mépris de la République bourgeoise, sa démocratie en décomposition, son administration corrompue, son art superficiel, ses mauvaises mœurs, etc.

32 Lettre du 2 octobre 1906 à Jean Bourdeau, 1^{re} partie 1906-1913, Cf. Prat Michel, Rolland Patrice, Petit Irène, Sorel Georges, Gianinazzi Willy, Netter Marie Laurence. *Lettres de Georges Sorel à Jean Bourdeau. Ire partie 1906-1913*. In: *Mil neuf cent*, n° 14, 1996. Progrès et décadence. pp. 159-222.

syndicalisme révolutionnaire à l'intérieur de la CGT" et qu'il se tienne au courant de ce qui se disait lors des congrès de la Confédération.

Car si je conteste que le congrès d'Amiens ait été le témoin de la victoire éclatante du syndicalisme révolutionnaire, si je dis également qu'il fut le début de son déclin, comme le prouve la simple lecture des actes du congrès, la charte d'Amiens contient cependant un passage qui est *au cœur* de la définition du syndicalisme révolutionnaire: le syndicat, "aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale"³³.

Pourquoi ce passage, dont les implications sont éminemment révolutionnaires, a-t-il été maintenu? Parce que, selon moi, il est neutralisé par les concessions au réformisme contenues dans tout le reste de la résolution et que personne ne considérerait que la "réorganisation sociale" aurait lieu dans un proche avenir³⁴.

Cette notion de noyau de la production et de la distribution dans la société future, qui est le *pivot* de la doctrine syndicaliste révolutionnaire, avait déjà été débattue dans l'AIT, développée par Bakounine. César de Paepe, le militant belge qui probablement inspira Bakounine sur ce point, écrivit : "Nous voulons montrer que l'Internationale offre déjà le type de la société à venir, et que ses diverses institutions, avec les modifications voulues, formeront l'ordre social futur." "La société de résistance est destinée à organiser le travail dans l'avenir", dit encore De Paepe, *trente-sept ans avant la charte d'Amiens* ! On retrouve de tels propos en permanence sous la plume de militants de l'Internationale proches de Bakounine. Or cette idée est contestée par Sorel, qui par ailleurs nie – avec raison – qu'elle soit marxiste³⁵:

"J'ai dit que Marx rejetait toute tentative ayant pour objet la détermination des conditions d'une société future ; on ne saurait trop insister sur ce point, car nous voyons ainsi que Marx se

33 Dans un contexte qui a considérablement évolué, il convient de réinterpréter ce passage: en effet, on ne peut pas attendre des syndicats tels qu'ils existent aujourd'hui de réaliser les tâches qui leur sont assignées par la résolution d'Amiens. Il faut entendre que la construction d'une société émancipée ne pourra se faire que par l'action des travailleurs regroupés dans leur organisation de classe.

34 La charte d'Amiens a évacué la lutte contre l'État, le parlementarisme et le militarisme, thèmes éminemment anarchistes, pour introduire la "neutralité" syndicale, qui sera comprise par les réformistes de manière extrêmement restrictive. Le procès-verbal du congrès d'Amiens montre une offensive en règle des réformistes contre le prétendu non-respect par la direction confédérale de la règle de la "neutralité" et contre les prises de positions "politiques". La propagande anti-électorale est ainsi violemment attaquée, parce qu'elle est considérée comme une position politique et qu'elle choque les convictions des adhérents qui font confiance aux partis politiques. La direction confédérale se vit reprocher de ne pas respecter l'« apolitisme » confédéral parce que la propagande anti-religieuse ne respectait pas les croyances de nombreux adhérents de la confédération. De même, « lorsque vous votez la grève générale expropriatrice [...] vous ne respectez pas les opinions du radical. Pas plus, vous ne respectez les opinions du nationaliste lorsque vous faites de l'antipatriotisme et de l'antimilitarisme ».

35 Il faut cependant noter qu'il y a des contradictions sur cette question dans les *Réflexions*, qui ne contribuent pas à la clarté des idées exposées. En effet, bien que Sorel affirme très clairement que Marx ne voulait pas entendre parler de "recettes" ("on s'étonnait qu'il se fût borné à une simple analyse critique des éléments donnés, au lieu de formuler des recettes"), certaines allusions pourraient laisser entendre que Sorel n'excluait pas que l'action quotidienne pouvait être une anticipation de l'avenir:

plaçait en dehors de la science bourgeoise. La doctrine de la grève générale nie aussi cette science...”

Dans *Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire*, Jacques Rennes confirme ce propos:

"Quant à l'édification du monde nouveau, il se garda, comme avait fait Marx, de toute anticipation. Il se méfiait tant de l'utopie qu'il a limité la mission du socialisme à l'éviction des capitalistes et à la conquête des moyens de production par le prolétariat qui, en possession d'un héritage jugé magnifique, poursuivrait la tâche sacrée du Travail dans une république de producteurs. (...) la mystique du travailleur social, assoiffé de technique et de production, mènera le monde dans un milieu artificiel indéfiniment enrichi de connaissances et de possibilités. C'est une perspective éblouissante et toute métaphysique."³⁶

Sorel parle également de “ces plans que le marxisme tournait en ridicule et que la grève générale syndicaliste écartait”. Dans les *Réflexions sur la violence*, il n’y a aucune esquisse d’un projet social, d’un programme, alors que Bakounine pouvait écrire en 1872: “Un programme politique n’a de valeur que lorsque, sortant des généralités vagues, il détermine bien précisément les institutions qu’il propose à la place de celles qu’il veut renverser ou réformer”³⁷.

Conclusion

Mes commentaires sur Georges Sorel et sur Nildo Viana ont le double objectif de lui contester au premier le statut de syndicaliste révolutionnaire et de contester au second l'idée que le syndicalisme révolutionnaire soit d’“essence” marxiste. Il semble bien qu’aux yeux de Nildo Viana, l’intérêt de Sorel est qu’il est le seul auteur (avec ses quelques disciples) sur qui il puisse s’appuyer pour justifier, contre toute logique, que le syndicalisme révolutionnaire est une production du marxisme.

Dans “Origem e significado do sindicalismo revolucionário”, Nildo Viana use d’une méthode curieuse pour “prouver” l’essence marxiste du syndicalisme révolutionnaire. Il dit: *Posons la questions aux syndicalistes révolutionnaires eux-mêmes*; et il convoque Hubert Lagardelle, Arturo Labriola, Georges Sorel et Édouard Berth, qui sont en quelque sorte juge et partie. Viana est donc dans la position du personnage qui affirme que la terre est plate et qui, pour confirmer ses dires, nous apporte le témoignage de gens qui pensent également qu’elle est plate.

“l’apprentissage révolutionnaire peut être aussi un apprentissage de producteur”. “il n’y a point de philosophie sociale, point de considérations sur l’évolution et même point d’action importante dans le présent, sans certaines hypothèses sur l’avenir”, dit-il encore.

Par ailleurs on connaît la fameuse phrase de Marx sur les “recettes (comtistes ?) pour les marmites de l’avenir” (Postface de la seconde édition allemande du *Capital*).

36 Jacques Rennes, *Georges Sorel et le syndicalisme révolutionnaire*, p. 18

37 Bakounine, Fragment formant une suite de l’*Empire knouto-germanique*.

On pourrait cependant jouer au même jeu que lui. D’abord en constatant qu’il ne cite pas un seul militant de la CGT qui confirme que le syndicalisme révolutionnaire est d’essence marxiste, et on peut penser que s’il y en avait eu, il n’aurait pas manqué de le citer. Quant à nous, posons la question à Victor Griffuelhes. Maxime Leroy, un historien du mouvement social qui a connu Griffuelhes, raconte l’anecdote suivante:

“Il ignorait Sorel, ne le connaissant qu’au travers des conversations, vaguement. ‘Je lis Alexandre Dumas’, aimait-il à dire, marquant par là, du moins est-ce mon interprétation, l’agacement que lui inspiraient des théoriciens qui prêchaient la violence du coin de leur feu³⁸.”

La biographie de Victor Griffuelhes par Bruce Vandervort n’indique à aucun moment que le secrétaire général de la CGT et Sorel se soient rencontrés de manière significative. La seule indication d’une intervention effective de Sorel, et encore, elle fut indirecte, se situe après que Griffuelhes se trouva forcé de démissionner de son mandat et se trouva dans une situation pécuniaire extrêmement difficile.

“En août 1909 [Georges Sorel] entreprit de lui trouver un emploi dans le journalisme. Sorel se considérait comme l’ange gardien des syndicalistes démunis – c’est lui qui avait trouvé à Pelloutier, mourant, une sinécure à l’Office du Travail de Millerand en 1900³⁹. Donc, par l’intermédiaire de son ami Paul Delesalle, Sorel proposa d’aider Griffuelhes. On ne sait pas si Griffuelhes eut connaissance de sa proposition de lui trouver un poste à *La Petite République*. L’offre montre clairement, cependant, à quel point Sorel était déconnecté du milieu syndical, *La Petite République* ayant longtemps été considérée comme hostile au mouvement ouvrier organisé. Le journal était le porte-parole d’Aristide Briand, qui avait, bien sûr, contribué à l’éviction de Griffuelhes de la direction de la CGT. Écrire pour *La Petite République* aurait été le baiser de la mort pour tout

38 Maxime Leroy, "Merrheim et Griffuelhes", *L'Homme réel*, n° 40, avril 1937, pp. 9-14. (Cf. <http://raumgegenszement.blogspot.de/2010/04/09/maxime-leroy-merrheim-et-griffuelhes-1937/>)

39 Pelloutier avait eu une hémorragie tuberculeuse et n’avait pas d’argent pour se soigner. Il demanda à Georges Sorel d’aller voir Jaurès pour obtenir de l’aide. Jaurès lui obtint un emploi de gratte-papier à l’Office du travail, attaché au ministère du Travail de Millerand. Lors du congrès de 1900 de la Fédération des bourses à Paris, un blanquiste nommé Thozet, de la bourse du travail de Lyon, demanda à Pelloutier, qui avait quitté son lit de malade pour assister au congrès, comment il pouvait servir les bourses du travail et travailler pour Millerand, un ennemi de classe. Pelloutier répondit que ce n’était qu’un travail subalterne de statistiques et demanda au congrès un vote de confiance, qu’il obtint. Contrairement à ce que lasse suggérer Vandervort dans sa biographie de Griffuelhes, la question de Thozet n’était pas malveillante et provenait d’un désir réel d’obtenir des précisions, comme le montre le procès-verbal du congrès., pages 89-91. [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k241303p.image#>]) Il y a un aspect de l’histoire du mouvement ouvrier qui ne semble pas du tout étudié, et c’est dommage: la plupart des grandes figures du mouvement révolutionnaire, après avoir œuvré pour la classe ouvrière, terminèrent leur vie dans la misère – la remarque vaut également pour Georges Sorel.

projet éventuel de Griffuelhes de poursuivre sa carrière dans la CGT.⁴⁰”

Il convient de rappeler que l'intérêt de Sorel pour le syndicalisme révolutionnaire est très postérieur à l'apparition de celui-ci, et que toute tentative de présenter l'auteur des *Réflexions...* comme le “fondateur” ou l’“inspirateur” de ce courant, ou de nier que le syndicalisme existant avant 1905 fût du syndicalisme révolutionnaire, relève de la falsification historique.

Ce n'est qu'à partir de 1906 que la participation de Sorel aux revues syndicalistes fut la plus intense. Cependant, son engagement comme “représentant intellectuel le plus éminent du syndicalisme révolutionnaire” ne fut pas aussi total que Nildo Viana semble le croire, si on en croit l'historien Marco Gervasoni:

“Déjà à partir de la seconde moitié de 1906, alors que les *Réflexions sur la violence* sont à peine parues dans la revue de Lagardelle, la correspondance de Sorel avec celui-ci révèle les premières incertitudes à propos du syndicalisme révolutionnaire⁴¹.”

Sorel avait été enthousiasmé par la manifestation du premier mai 1906 et par le mouvement de grèves qui l'avait suivie, mais il fut rapidement déçu. C'est une attitude qu'il partage avec Errico Malatesta, qui était venu à Paris pour assister aux manifestations du 1^{er} mai, mais qui fut déçu qu'elle n'ait pas abouti à l'instauration immédiate de la journée de 8 heures. L'inexpérience de Malatesta en matière syndicale, comme celle de Sorel sans doute, lui avait fait espérer qu'une telle revendication pourrait être satisfaite d'un seul coup. En vérité, la manifestation du 1^{er} mai ne fut pas un échec car elle déclencha un mouvement général de revendications qui aboutit à de nombreuses négociations dans les entreprises dont les patrons accordèrent des augmentations de salaires et des réductions du temps de travail.

Si Nildo Viana convoque Georges Sorel et ses amis pour prouver que le syndicalisme révolutionnaire est d'inspiration marxiste, qu'il me permette de convoquer Victor Griffuelhes – le lecteur jugera qui est le plus qualifié pour en parler:

“...On assiste aujourd'hui à un curieux spectacle. Les uns s'efforcent de rattacher les origines du mouvement ouvrier actuel aux principes posés par la conception anarchiste; les autres s'appliquent, au contraire, à les trouver dans la conception socialiste, – je veux dire dans la conception anarchiste et la conception socialiste telles que la tradition et l'histoire de ces trente dernières années nous les ont fait connaître.

“A mon sens, le mouvement ouvrier actuel ne remonte à aucune de ces sources. Il ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer: *il est le résultat*

40 Bruce Vandervort, *op. cit.*, p. 183

41 Marco Gervasoni, “L'invention du syndicalisme révolutionnaire en France (1903-1907)” in : *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2006/1 (n° 24).

d'une longue pratique créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes. Et cette pratique est loin d'avoir eu une marche régulière: les incohérences la caractérisent, les contradictions la jalonnent.

“Et il en est ainsi, parce qu'elle n'est pas le produit d'une action exercée en vertu seulement de principes, mais d'une vie chaque jour renouvelée et modifiée.

[...]

“Polémiquer à l'infini sur le système le meilleur est agréable, – mais pour celui seulement qui, ne prenant directement aucune part à la lutte de la classe ouvrière, juge de très haut et de très loin. Car s'il est toujours facile de formuler des théories, il est plus malaisé de les mettre en pratique.”⁴²

Ces réflexions datent de 1908. Paradoxalement, c'est lorsque la violence fut à son paroxysme, avec son lot de morts, de blessés, d'emprisonnés, que l'apôtre et théoricien de la violence commença à prendre ses distances avec la CGT. Comme s'il ne voulait pas avoir à affronter les conséquences de cette violence qu'il prêchait.

Mai 2021

Table des matières

NILDO VIANA et GEORGES SOREL.....	1
René Berthier.....	1
Le congrès de 1893.....	2
“Tout le socialisme dans le drame de la grève générale”.....	4
“Marxiste, syndicaliste et révolutionnaire...”.....	7
“Les anarchistes devenus syndicalistes”.....	9
Déçu par le mouvement ouvrier.....	12
“Je ne sais rien sur Amiens”.....	15
Conclusion.....	17

42 Victor Griffuelhes, "La formation du syndicalisme français", *Le Mouvement socialiste*, Avant-Propos de *l'Action syndicaliste*, Bibliothèque du mouvement socialiste, IV, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, 1908. (<http://monde-nouveau.net/spip.php?article851>)